

COMMUNIQUE N°010/ODEP/MARS/2025

DIALOGUE ENTRE KINSHASA ET LE M23 A LUANDA : CAPITULATION ET TRAHISON, UNE LIGNE ROUGE A NE PAS FRANCHIR

Face à la gravité de la situation sécuritaire, politique et économique en **République Démocratique du Congo**, l'**Observatoire de la Dépense Publique (ODEP)** exprime ses plus vives préoccupations quant aux négociations engagées entre **Kinshasa et le M23 à Luanda**. Alors que l'intégrité territoriale est menacée et que la gouvernance du pays traverse une crise profonde, il est impératif d'adopter une approche stratégique et cohérente pour défendre la souveraineté nationale.

Dans ce contexte, il est essentiel de dresser un état des lieux précis des défis auxquels le pays est confronté. **Les lignes qui suivent décrivent la situation actuelle en RDC et mettent en lumière les dangers qui guettent la nation si des mesures urgentes ne sont pas prises.**

1° L'occupation persistante de l'Est du pays : L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) demeure sous occupation, marquée par une infiltration continue de populations rwandaises qui quittent leur territoire pour s'installer dans les zones conquises, notamment à Bukavu et Goma. Comme le soulignait **Frantz Fanon**, « **chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir.** » Face à cette situation, la mission de la génération présente des congolais de la RDC semble gravement compromise.

2° L'avancée du M23 et de l'AFC sous soutien rwandais : Les groupes armés M23 et AFC, appuyés par les troupes rwandaises, poursuivent leur progression avec un objectif clair : la prise de contrôle totale de l'Est du pays. Cette stratégie rappelle la maxime de **Carl von Clausewitz** : « **La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens.** » Le Rwanda, à travers ces mouvements, impose sa volonté par la force, mettant en péril la souveraineté de la RDC.

3° L'absence de riposte des FARDC : Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ne montrent ni réaction en cours ni préparation stratégique pour contrer cette invasion. La désorganisation au sein des forces loyalistes s'apparente à une débandade, illustrant tristement la citation de **Sun Tzu** : « **Une armée sans commandement est comme un corps sans âme.** »

4° Les divisions internes : une partie des WAZALENDO fait allégeance à l'ennemi : La fragmentation des forces congolaises atteint un point critique, avec une partie des **WAZALENDO** qui choisit désormais de rallier l'ennemi.

Cette défection illustre les dangers de la division interne en temps de guerre, confirmant les avertissements de Machiavel : « **Là où il y a division, il y a défaite.** » Aujourd'hui, l'opposition au **Président FELIX TSHISEKEDI** est profondément fragmentée, incapable de parler d'une seule voix face aux défis qui menacent l'unité

nationale. Pendant que les rivalités internes se multiplient, l'ennemi, lui, progresse méthodiquement. **Où allons-nous ainsi ?**

Déjà, **deux provinces sur vingt-six** sont tombées sous le contrôle adverse. Mais tout n'est pas perdu. **Vingt-quatre provinces et la capitale Kinshasa** demeurent entre nos mains. Nous avons encore la possibilité de **construire un front uni**, de rassembler toutes les forces vives du pays autour d'un objectif commun : stopper l'avancée de l'ennemi et organiser la libération du Grand Kivu.

L'histoire nous enseigne que ce n'est pas le nombre qui détermine l'issue d'un combat, mais **la détermination et l'unité d'un peuple prêt à défendre sa souveraineté**. L'heure est venue de mettre de côté les querelles et de faire cause commune pour la nation.

5° **La position fragile du Président FELIX TSHISEKEDI sur la scène diplomatique : Le président FELIX TSHISEKEDI** semble sous l'emprise de ses collègues chefs d'État africains qui lui imposent des directives comme à un subalterne, l'orientant inexorablement vers la table des négociations avec le **Président rwandais PAUL KAGAME** dans un rapport de forces défavorable. Cette situation rappelle les paroles de **Thucydide** : « **Les forts font ce qu'ils peuvent et les faibles subissent ce qu'ils doivent.** » Face à un rapport de forces déséquilibré, la RDC risque de se retrouver contrainte à des concessions dictées par ses adversaires et des puissances extérieures.

6° **Les déclarations ambiguës des pays occidentaux et la menace des négociations de Luanda** : Les puissances occidentales, tout en affichant un semblant de condamnation de la situation, restent fondamentalement alignées avec Kigali. Leur discours diplomatique rappelle l'adage de **George Orwell** : « **En temps de tromperie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire.** » Cette hypocrisie prépare le terrain pour de nouvelles négociations à Luanda, dont les conclusions risquent, une fois encore, d'être défavorables à la RDC.

7° **Une diplomatie économique au détriment des intérêts nationaux : Le Président FELIX TSHISEKEDI** semble privilégier une approche diplomatique qui risque de compromettre la souveraineté économique du pays. L'offre américaine, basée sur l'échange de la paix contre les minerais, suscite des interrogations légitimes : **qui a réellement évalué ces ressources stratégiques dont la cession pourrait avoir des conséquences irréversibles pour l'avenir de la RDC ?** Au lieu d'envisager une résistance organisée pour la protection du territoire et de ses richesses, cette démarche pourrait fragiliser davantage la position du pays sur l'échiquier international. Comme l'affirmait **Patrice Lumumba**, « **L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera, au nord comme au sud du Sahara, une histoire de gloire et de dignité.** » Il revient aux dirigeants congolais d'assurer que cette histoire ne soit pas écrite au détriment du peuple.

8° **Un climat de gouvernance marqué par l'impunité** : Alors que le pays fait face à des défis sécuritaires et économiques majeurs, la lutte contre la mauvaise gouvernance demeure une attente forte de la population. Le détournement présumé de **3,8 milliards de dollars destinés aux efforts de défense** reste sans réponse judiciaire concrète, le procès des responsables n'ayant toujours pas débuté. Une telle situation alimente le sentiment d'injustice et de frustration, rendant urgente l'exigence de transparence et de responsabilité. Comme l'énonçait **Kofi Annan**, « **Aucun**

développement ne peut être durable si l'on ne s'attaque pas efficacement à la corruption. » La stabilité et l'avenir du pays dépendent d'une gouvernance exemplaire, où les ressources publiques servent réellement les intérêts de la nation.

Recommandations de l'ODEP

Face aux défis majeurs que traverse la République Démocratique du Congo, l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) estime qu'il est impératif d'adopter des mesures immédiates et stratégiques pour préserver l'intégrité territoriale, défendre la souveraineté nationale et garantir une gouvernance transparente et responsable.

1° L'urgence d'une riposte nationale pour stopper l'avancée de l'ennemi : La progression des forces hostiles à l'Est du pays constitue une menace existentielle pour l'unité nationale. Il est impératif d'organiser une riposte rigoureuse et coordonnée à partir de Kinshasa afin de garantir que la capitale et l'ensemble du pays demeurent sous le contrôle légitime de l'État congolais. Comme le rappelait Winston Churchill en temps de crise : **« Celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà perdu. »** La RDC ne peut se permettre l'inaction face à l'agression dont elle est victime.

2° Une mobilisation populaire pour la souveraineté nationale : Une grande marche pacifique se tiendra à Kinshasa et dans tous les chefs-lieux des provinces à une date qui sera communiquée ultérieurement. Cette manifestation aura pour but d'affirmer le rejet catégorique de toute tentative de soumission ou d'asservissement du pays. Comme le disait Nelson Mandela : **« Être libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes, c'est vivre d'une manière qui respecte et renforce la liberté des autres. »** Le peuple congolais doit faire entendre sa voix pour exiger le respect de sa souveraineté et de son droit à un avenir libre et prospère.

Ainsi, face aux enjeux cruciaux qui pèsent sur la nation, **la prochaine convocation du Président Félix Tshisekedi à Luanda ou Addis-Abeba devrait susciter une mobilisation citoyenne à Kinshasa.** Il est impératif que le peuple exprime, de manière pacifique et déterminée, son attachement à la souveraineté nationale. **« Le destin d'une nation se forge dans la volonté de son peuple »**, et cette volonté doit être portée haut et fort.

Une **mobilisation symbolique** sur le **Boulevard Lumumba**, partant du **monument de l'Héros National à Limete jusqu'à l'aéroport international de N'djili**, viserait à exprimer clairement la volonté du peuple congolais : **empêcher le Président FELIX TSHISEKEDI de répondre à ces convocations**, car la nation refuse toute décision contraire à ses intérêts fondamentaux.

Un tel rassemblement enverrait un message sans équivoque : **le chef de l'État doit avant tout défendre la souveraineté et les aspirations du peuple congolais.** Comme le rappelait Patrice Lumumba : **« L'histoire dira un jour son mot, mais ce sera l'histoire écrite par notre peuple. »**

À travers cette mobilisation pacifique, le peuple affirme sa détermination à voir ses intérêts prévaloir et à s'assurer que les choix politiques et diplomatiques servent exclusivement la République démocratique du Congo.

Dans cet élan patriotique, **la Police nationale, qui endure elle aussi les affres des difficultés socio-économiques, est appelée à jouer un rôle républicain en encadrant les manifestants et non en les réprimant.** Il est essentiel que cette mobilisation s'inscrive dans un esprit de responsabilité et d'unité, car « **un peuple uni est un peuple invincible.** »

3° La nécessité d'une position ferme face aux négociations de Luanda : Dans le contexte actuel, la participation du Président de la République aux discussions de Luanda risque d'être perçue comme un aveu de faiblesse, compromettant davantage la position du pays sur la scène diplomatique. Toute initiative de dialogue doit se faire dans un cadre qui préserve les intérêts fondamentaux de la RDC et garantisse sa souveraineté. Comme l'affirmait **Charles de Gaulle** : « **La diplomatie sans armes, c'est la musique sans instruments.** » Il est donc essentiel que toute démarche diplomatique soit accompagnée d'une stratégie de défense efficace pour éviter que la RDC ne soit contrainte à des concessions inacceptables.

4° Engagement de la société civile pour le respect des institutions et de la Constitution : En tant qu'acteurs de la société civile, nous réaffirmons notre engagement à veiller au respect des principes démocratiques et constitutionnels. Toute décision ou action jugée contraire aux intérêts supérieurs de la nation fera l'objet de démarches légales et institutionnelles appropriées. Comme le disait Montesquieu : « **Il n'y a point encore de liberté, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative exécutive.** » Ainsi, nous nous tenons prêts à saisir les instances compétentes, notamment la Cour constitutionnelle, afin que la responsabilité de chacun soit établie dans le strict respect de l'État de droit.

L'ODEP appelle ainsi à un sursaut patriotique fondé sur la cohésion nationale, la défense de la souveraineté et la bonne gouvernance. La RDC se trouve à un tournant décisif de son histoire, et comme le disait **Frantz Fanon** : « **Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir.** » Il appartient aujourd'hui à l'ensemble des Congolais de prendre leur destin en main pour garantir un avenir digne et prospère à leur nation.

Fait à Kinshasa, le 13 Mars 2025

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique


Florimond MUTEBA TSHITENGE
Président du Conseil d'Administration